



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
Affaire suivie par : Cassandra Dolinsek
Tel : 03 21 21 22 41
cassandra.dolinsek@gmail.com

Arras, le **13 AOUT 2024**

à

Monsieur le Directeur
Société PLASTIC OMNIUM AUTO
EXTERIOR
Zone Industrielle de RUITZ
5001F Rue d'Haillicourt
62620 RUITZ

Code AIOT : 0007002336

Objet : Dossier de réexamen pour les activités relevant des dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive)

Réf. : Votre transmission du 10 janvier 2022

L'établissement que vous exploitez Zone Industrielle de Ruitz, sur le territoire de la commune de RUITZ, exerce des activités relevant de la Directive dite IED. À ce titre, vous m'avez fait parvenir un dossier de réexamen tel qu'il s'impose à votre établissement en application de la dite directive.

Après examen de ce dossier par l'Inspection de l'Environnement, Spécialité Installations Classées, je vous informe que le dossier a été jugé complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement.

Je vous rappelle que l'objectif du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à votre établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit quatre ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Ainsi, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF STS – Traitement de surface à l'aide de solvants organiques, étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 09 décembre 2020, l'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de votre l'établissement devront en conséquence être conformes avant le 09 décembre 2024 :

- aux exigences de la directive IED, et notamment les niveaux d'émission des installations devront être conformes aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ;
- aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'Inspection des Installations Classées reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire sur ce dossier.

Pour le préfet,
le Directeur Adjoint,

Jean-François RATEL